

Rebonds

Pour faire face à l'horreur du 11 septembre, l'Europe doit être à l'avant-garde de la lutte contre les déséquilibres et la pauvreté dont se nourrissent les terroristes.

Il faut gouverner la globalisation

par LAURENT FABIUS

Le sinistre privilège des terroristes, le seul sans doute qui les définisse vraiment, c'est de pouvoir partout porter la mort. Certains croyaient l'histoire achevée, la géographie dépassée, les bouleversements démodés. Illusion! Le tragique est toujours là. L'effondrement du World Trade Center marque la première grande convulsion du XXI^e siècle, le premier déchirement du monde globalisé qui, depuis une décennie, se construit parfois plus que nous ne le construisons. Bien sûr, depuis la chute du mur de Berlin, la guerre n'avait pas disparu. La tragédie yougoslave et le génocide rwandais sont encore tout proches. L'inédit, c'est le fait que la première puissance mondiale soit victime sur son territoire d'une agression massive et planifiée. L'agresseur n'est plus un Etat identifié, mais une nébuleuse criminelle dotée de moyens financiers considérables et de nombreux relais humains. Se déroule sous nos yeux une guerre d'un type nouveau, guerre asymétrique de réseaux, où la puissance devient faiblesse et la faiblesse puissance. Une guerre que l'on commence en tuant des civils à coups d'avions détournés, que l'on continue en terrorisant les populations au moyen de bactéries armées d'origine «extérieure» ou «intérieure» avant d'exploiter demain peut-être la puissance déflagrante de l'atome.

Pourquoi cet hyperterrorisme? Quelle est la géopolitique du crime? Non pas, comme ses chefs voudraient le faire croire, défendre le sort des enfants irakiens et soutenir la cause palestinienne. Cette rhétorique est un alibi, qui ne trompe aucun des représentants de l'Autorité palestinienne. Les véritables objectifs sont le pétrole de l'Arabie Saoudite et l'arme nucléaire du Pakistan. Pour y parvenir, pour rallier les soutiens populaires capables de déstabiliser certains Etats de la région, il s'agit de jouer la carte du choc des civilisations et de la haine de l'Amérique. En réalité l'ennemi, c'est la modernité; le projet, une régression totale; le moyen, la terreur. Face à cette menace et à cette agression, une riposte américaine est légitime. Ce n'est pas donner un chèque en blanc que de le rappeler. Depuis Munich, nous savons que le pacifisme n'est pas une politique et qu'il peut même devenir l'allié objectif des pires causes. L'Etat de droit n'est pas l'état d'impuissance. En France, nous devons apprendre à dissocier notre aspiration à exprimer notre vision du monde d'une sorte de réflexe mécanique d'hostilité ou de méfiance à l'égard des Etats-Unis. Pas seulement parce qu'à moins de deux reprises, en 1917 et 1944, l'Amérique a sauvé notre liberté. Mais aussi parce qu'elle reste une des démocraties les plus solides. A ce jour, Colin Powell a gagné le soutien de la Chine et de la Russie, dépassant les clivages de la guerre froide. Sur le terrain, malgré d'évidentes difficultés, le possible semble être engagé pour trouver une alternative afghane aux talibans, naturellement la meilleure des solutions. Le choix des armes doit épargner au maximum les populations civiles.

Dans cette lutte, nos démocraties doivent savoir rester elles-mêmes, faire preuve d'une grande fermeté, sans sacrifier leurs libertés fondamen-

tales: ce serait céder au chantage des terroristes. Au-delà, pour gagner durablement la guerre, il faut agir sur les déséquilibres dont se nourrissent les terroristes, ces failles béantes dans lesquelles ils s'engouffrent pour accumuler des ressources financières, exploiter des frustrations et des rancœurs populaires. Agir, c'est-à-dire gouverner la globalisation.

Puisqu'il n'y a pas de terrorisme sans moyens financiers, l'action implique d'abord une traque implacable contre le blanchiment des capitaux, contre les paradis fiscaux et toutes les structures ou entités non transparentes. A la fin des années 1990, le produit criminel brut des mafias et des activités illicites, ce marché caché de la globalisation sauvage, représentait 900 milliards d'euros. Presque autant que la production annuelle de la Chine. Lors de la présidence française de l'Union européenne, nous nous étions déjà fortement mobilisés contre le blanchiment et les comportements fiscaux dommageables. Au cours du récent G7-G8, nos partenaires ont adopté un plan d'action sur la base des propositions que j'ai formulées. Veillons à ce que cette volonté des Etats s'applique vraiment au-delà de l'émotion post-11 septembre.

La défaite du terrorisme passe par une lutte vigoureuse contre la pauvreté. Le ministre des Finances du Pakistan m'indiquait récemment que 92 % de son budget sont consacrés à la défense nationale et au remboursement des dettes de son pays. Reste 8 % pour... tout le reste. Nous avons besoin d'une mobilisation puissante pour réduire les inégalités Nord-Sud et promouvoir le développement durable. Ce doit être le but profond de la réunion, cette semaine, de l'Organisation mondiale du commerce, à Doha. Les besoins sont considérables: le récent rapport Zedillo les chiffre à plus de 50 milliards d'euros par an. Chaque Etat pris isolément ne peut pas y répondre. En complément des aides publiques déjà consenties, il faut donc dégager de nouveaux financements au niveau international. Une taxe internationale sur certains abus de la globalisation pourrait y contribuer, avec un double but: moins de pauvreté, davantage de régulation. Le rapport Zedillo propose de taxer les émissions de carbone, les partisans de la taxe Tobin se concentrent sur les flux financiers spéculatifs, j'ai suggéré un prélèvement sur le montant des exportations d'armes. Les modalités de ces prélèvements, qui ne sont pas exclusifs les uns des autres, pourraient être examinées lors de la conférence de Monterrey qui se réunira en mars 2002 sous l'égide des Nations unies afin de discuter de la gouvernance mondiale et des enjeux du développement.

Gouverner la globalisation exige aussi de comprendre que l'économie n'est pas tout, que les peuples et les nations sont portés par des cultures et des valeurs, par une certaine idée de leur appartenance au monde et des règles qui doivent régir la vie en société. La globalisation donne parfois l'impression d'imposer une uni-

formisation des coutumes avec le visage de l'Occident. Sur ce point, il faut être clair et refuser le relativisme culturel qui, au nom d'une prétendue spécificité, soutient que le droit à l'éducation, à la liberté, à la dignité et au respect de la vie, l'émancipation de la femme seraient des valeurs exclusivement occidentales. Ces valeurs sont universelles. Il n'en est pas moins nécessaire de construire un vrai dialogue entre les civilisations. Avec trois objectifs: dépasser les rancœurs historiques séculaires (croisades, esclavage, domination coloniale); mettre en évidence les apports réciproques, les échanges et les bifurcations entre civilisations; faire prévaloir une définition démocratique et ouverte de chaque grand ensemble géoculturel. La récente conférence de Durban aurait pu permettre ce travail; elle a tourné à la dénonciation. Ne devrait-on pas rapidement réunir une assemblée générale extraordinaire des Nations unies devant laquelle

le s'exprimeraient des intellectuels respectés du monde entier, des hommes de culture et de paix, à même d'engager ce dialogue?

J'ajoute que le monde arabe sera d'autant plus capable d'avancer dans ce sens que la paix aura progressé au Proche-Orient. En Israël aussi, désamorcer la haine terroriste, ce n'est pas seulement la réprimer, c'est apporter des solutions politiques aux aspirations des peuples. Dans le marasme actuel, des médiateurs extérieurs - les Etats-Unis et l'Europe - doivent tout faire pour convaincre Israéliens et Palestiniens de retrouver le chemin des négociations.

Gouverner la globalisation suppose également une action coordonnée entre les Etats et une solidarité active à l'échelle de la planète. Il est illusoire de croire que le Nord pourrait constituer une forteresse inexpugnable ou que l'unilatéralisme - terme diplomatique pour désigner l'égoïsme et une vision à court terme - permettrait de se tenir durablement à l'écart des déséquilibres du monde. L'Europe peut et doit être à l'avant-garde du gouvernement de la globalisation. Par son histoire et sa géographie, elle s'ouvre en effet sur le Sud et se prolonge vers l'Orient. Elle offre le modèle d'une intégration régionale pacifique, prise en charge par des institutions à la fois fédérales et intergouvernementales. Nos sociétés sont attachées aux valeurs de tolérance, de solidarité et de redistribution, elles ont renoncé depuis longtemps à toute ambition impériale. Espace relais entre un monde trop vaste et des nations trop limitées, l'Europe possède la taille critique pour peser. Elle doit constituer le trait d'union indispensable entre les peuples et les civilisations.

Pour autant, la crise a montré les limites de notre Union. Certes, des résultats ont été obtenus en matière de coopération judiciaire et financière, mais nous n'en sommes encore qu'aux balbutiements d'une diplomatie et d'une sécurité communes. Notre coordination économique, meilleure grâce à l'euro, reste très insuffisante. Les événements récents éclaircissent d'un jour nouveau les défis de l'élargissement et

de l'approfondissement. Alors que l'élargissement devrait exprimer la progression en acte des idéaux de solidarité entre les peuples, alors que l'approfondissement vise une capacité renforcée à réagir de façon rapide et efficace, il serait dangereux que l'élargissement mine l'approfondissement. Or ce risque existe. D'ici le rendez-vous institutionnel de 2004, nous devons faire de l'Europe une puissance-référence, exemplaire dans un monde multipolaire. Ce qui suppose d'améliorer fortement nos capacités d'impulsion et de décision, en renouant nos institutions et en allant beaucoup plus loin qu'aujourd'hui dans la démarche des coopérations renforcées.

Gouvernement de la globalisation, Europe-référence; j'ajouterais France de la laïcité et de l'intégration. Notre pacte républicain repose sur l'idée que la citoyenneté transcende la diversité des identités, des croyances et des héritages. C'est ce lien qui unit les Français par-delà les générations depuis deux siècles. C'est aussi l'apport original de notre nation au monde. La laïcité nous permet de vivre ensemble tout en étant différents. Elle ne doit pas être une sorte d'incantation nostalgique sans prolongement dans les faits. A la fin du XIX^e siècle, la République avait pu l'emporter sur la «réaction», parce qu'elle avait su conquérir les campagnes, offrir aux enfants d'une nation de paysans souvent démunis des possibilités d'ascension sociale et de modernisation culturelle. S'est ainsi construit un modèle d'intégration. Aujourd'hui, c'est la France des quartiers, la France des marges urbaines que nous devons mieux intégrer et agréger. Ce qui suppose de mettre en œuvre des politiques actives pour une réelle égalité des chances: encadrement scolaire renforcé, lutte contre les discriminations à l'embauche, promotion sociale, meilleure participation citoyenne, refondation urbaine, vraie sécurité publique. Une République forte n'est pas une République formelle. Une République généreuse doit être cohérente: après avoir accordé le droit de vote pour les élections locales aux résidents européens, n'est-il pas temps de le reconnaître à l'ensemble des étrangers installés durablement sur notre territoire? Nous devons aussi favoriser la prise de responsabilité politique des jeunes Français issus de l'immigration. L'occasion approche d'en débattre lors des prochaines échéances électorales.

Hannah Arendt souligne dans plusieurs de ses livres que c'est le sentiment de «désolation» qui forme le terreau du totalitarisme. Puisque les Etats ne sont désormais efficaces qu'en coordonnant leurs efforts, le mirage souverainiste n'offre pas de solution. Pour faire face à l'horreur du 11 septembre, notre monde a besoin de règles, les nations de solidarité et les sociétés de fraternité. Le laisser-faire et l'individualisme forcené n'apportent pas de réponse, notre destin reste et restera collectif. Une espérance partagée, un horizon démocratique commun respectueux de la diversité: après le choc du 11 septembre, en cet an I du XXI^e siècle, voilà une nouvelle frontière pour notre action ■

Laurent Fabius est ministre de l'Economie et des Finances.